

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

PARTICULIERES

CPAM

21 rue Georges Auric
75019 PARIS

Dossier n° 22.23 - Indice 0 du 31/08/2023

Le présent C.C.T.P. concerne :

**La rénovation de la salle du Conseil – Site Trieste
21 rue Georges Auric 75019 PARIS**

Lot n°08 Espaces Verts

1/ PRESCRIPTIONS GENERALES

Clauses générales :

Les clauses et prescriptions énoncées ont un caractère général et elles demeurent implicitement applicables dans le cas d'ouvrages en "variantes" ou d'ouvrages modifiés le cas échéant. Les différents chapitres ci-dessous du présent document ont un caractère complémentaire et l'entrepreneur ne pourra en aucune façon, en cas de divergences éventuelles, les opposer entre eux. En cas de divergences éventuelles entre plusieurs documents, l'entrepreneur devra répondre aux documents les plus contraignants pour lui.

Décomposition en lots

Les travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage défini ci-dessus sont répartis en lot suivant la décomposition définie au CCAP.

Reconnaissance du site et abords

L'entrepreneur est tenu, préalablement à la remise de son offre d'avoir reconnu l'état des lieux. Il devra adapter son offre à toutes les sujétions particulières découlant de cet état des lieux, tant en ce qui concerne les conditions d'accessibilité, les conditions d'installation du chantier sur le site et l'état des ouvrages existants. Il ne pourra en aucune manière se prévaloir d'une méconnaissance de cet environnement pour justifier une demande de travaux supplémentaires.

L'entreprise est réputée avoir parfaite connaissance des contraintes du site :

- Du terrain : moyen d'accès, présence des réseaux publics enterrés ou aériens, origine des besoins pour l'exécution des travaux, (électricité, eau, téléphone), réglementation locale,
- Du projet : importance, nature et condition d'exécution, CCTP et plans du projet,
- Du mode de construction défini par l'ensemble des pièces du dossier,
- Des délais d'exécution pour lesquels l'entreprise s'engage à exécuter les travaux y compris les délais intermédiaires.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux, il fera son affaire personnelle de toute sujétion d'exception nécessaire pour assurer :

- Une assise suffisante à tous les équipements prévus et leur protection durant la période des travaux,
- La sécurité du chantier,
- La mise en place des équipements aux côtes du projet.

Normes / DTU / Réglementation :

Les travaux du présent lot seront réalisés conformément aux normes, D.T.U., prescriptions, Eurocodes et tous textes officiels en vigueur à la date de la signature des marchés.

Obligation de l'entrepreneur

L'entrepreneur du présent lot se doit :

- De mettre en œuvre des matériaux de première qualité.
- De procéder à une mise en œuvre suivant les règles de l'art, les DTU et prescriptions.
- De respecter l'ensemble des articles décrits.

Documentation et Fiches techniques

A l'appui de son offre, l'Entrepreneur sera tenu de remettre :

- Le devis descriptif des ouvrages proposés donnant tous renseignements utiles concernant la composition de chacun des ouvrages
- La description détaillée des ouvrages particuliers
- La documentation des matériels proposés, et les fiches techniques des matériels utilisés.

Echantillons

L'entrepreneur soumettra à l'architecte les échantillons, fiches techniques, modèles et/ou nuancier, ainsi que tous autres éléments qui pourraient être demandés, pour établir les choix.

Compte-prorata

Se référer au CCAP

GENERALITES

Documents de référence

Les travaux de terrassement et de V.R.D., ainsi que ceux d'assainissement exécutés conformément aux règles de l'art, aux spécifications techniques des D.T.U., aux avis techniques du C.S.T.B. et notamment :

- D.T.U. 13.2 - terrassement
- D.T.U. 64 - assainissement
- D.T.U. 60.11 - 60.2 - 60.32 - 60.5 - 65.10 - pour évacuation EP
- NFP 16-341 - NFP 16-351 - NFP 16-352.

Consistance des travaux

Les travaux faisant l'objet du présent document comprennent :

- Terrassement,
- V.R.D., voiries,
- Ouvrages divers,
- Assainissement.

L'Entrepreneur ne peut arguer d'erreurs ou d'omissions au devis descriptif pour ne pas exécuter comme étant compris dans l'offre tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement et conservation des travaux envisagés.

Mise en oeuvre

Sur ordre de service de l'Architecte, l'entrepreneur doit l'exécution totale ou partielle des ouvrages de son lot.

Aucune indemnité supplémentaire n'est allouée pour l'exécution des travaux en plusieurs phases.

Il procède à la réception des supports et fait part de ses éventuelles réserves.

L'entrepreneur ayant réalisé les supports procède aux travaux nécessaires pour lever les réserves reconnues valables.

Par suite, l'entrepreneur du présent lot ne peut arguer de l'état du support pour se justifier des anomalies ou des malfaçons éventuelles sur ces travaux.

Consistance des travaux

L'entrepreneur devra connaître parfaitement les systèmes à employer. Il ne pourra se prévaloir d'erreurs ou d'omissions au devis descriptif pour se soustraire à l'exécution de tous les travaux nécessaires au parfait achèvement et à la conservation des ouvrages envisagés.

Sécurité et protection de la santé

L'Entrepreneur doit se conformer aux règles de sécurité en vigueur, à la loi n°93 14 18 de décembre 1993 et aux textes en découlant, notamment le décret n° 94 11 59 du 26 décembre 1994.

De par la loi du 31 décembre 1993 et ses décrets du 16 décembre 1994, afin d'assurer la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, un coordonnateur a été nommé.

Cette personne physique ou morale a pour obligation d'élaborer un P.G.C. qui sera joint au dossier Marché.

L'Entreprise du présent lot sera tenue d'en respecter les clauses et devra suivre le modèle joint au P.G.C. élaborer son PPSPS.

Exécution des travaux

L'exécutant de travaux réalise les travaux (en particulier les terrassements d'approche et de dégagement) selon les techniques qui lui sont propres, en conformité avec les prescriptions du Guide Technique, et en tenant compte des recommandations de sécurité et des précautions particulières à proximité des réseaux envoyées par l'exploitant lors de la réponse à la DICT.

En outre, il applique les règles de l'art en s'appuyant notamment sur les normes NF P 98-331, NF P 98-332, XP P 98-333 et NF C 18-510, le CCTG travaux et le Guide du remblayage des tranchées SETRA.

Pendant les travaux, l'exécutant des travaux conserve un exemplaire des récépissés et envois complémentaires de DICT, les recommandations spécifiques au chantier des exploitants, et autant que nécessaire les éléments techniques utiles du DCE et le compte rendu du marquage piquetage sur le chantier pendant toute sa durée.

Le cas échéant, il informe ses salariés des périmètres et des durées de mise hors tension communiquées en réponse aux DICT.

En cas de découverte d'un réseau, d'écart de localisation ou d'écart technique déterminant pour la sécurité, ni l'exécutant des travaux ni ses salariés ne doivent subir de préjudice.

Dans ce cas, l'exécutant doit :

- informer le responsable de projet,
- surseoir à l'exécution des travaux si nécessaire,
- demander éventuellement l'établissement d'un constat contradictoire,
- soit prendre des mesures dans le cadre de son contrat pour poursuivre le chantier lorsqu'il est prévu dans le marché de travaux les conditions techniques et financières particulières lui permettant de réaliser, sans préjudice pour lui, les modifications nécessaires, soit encore proposer d'autres mesures au responsable du projet.

Il doit :

- maintenir les accès aux organes de coupure et de sécurité qui lui ont été indiqués dans la réponse aux DT et DICT ;
- préserver le marquage au sol lors de l'avancement des travaux ;
- s'assurer que les travaux sont dans le champ de la validité des DICT en termes de délai et d'emprise.

En absence du document attestant de la mise hors tension (*périmètre et durée*) d'un ouvrage électrique, celui-ci doit être considéré comme étant sous tension.

L'exécutant des travaux porte à la connaissance des personnes qui travaillent sous sa direction les dispositifs, en particulier les organes de coupures ayant un impact sur la sécurité qui lui ont été précisés par l'exploitant. Il s'assure périodiquement de l'accessibilité des organes de coupures et du maintien en l'état du marquage piquetage notamment, après chaque phase importante du chantier.

- la DICT vaut demande d'informations à l'exploitant concerné au sujet de la suppression du risque électrique à condition que la distance d'approche ait été mentionnée.
- Le récépissé de DICT vaut fourniture à l'exécutant des travaux des informations au sujet des moyens de suppression du risque électrique et dans ce cas l'exécutant des travaux applique les mesures arrêtées lors de la réunion préparatoire (voir chapitre 8).

L'exécutant des travaux est tenu d'aviser l'exploitant de l'ouvrage dans les plus brefs délais, en cas de dégradation, même superficielle d'un ouvrage en service et, en cas de déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un ouvrage souterrain en service flexible ou de toute autre anomalie.

Dans le cas de la construction ou de la modification d'un ouvrage, y compris les branchements, l'exécutant des travaux doit, avant de remblayer la tranchée s'assurer que cet ouvrage est équipé d'un dispositif avertisseur mis en œuvre selon les textes en vigueur.

En outre, lors de travaux connexes à des réseaux ou branchements existants, si le dispositif avertisseur sur un ouvrage voisin est endommagé ou retiré par l'exécutant des travaux, ce dernier doit effectuer sa remise en l'état selon les textes en vigueur.

Phase de réalisation

L'emploi d'une technique susceptible d'endommager un ouvrage dans la zone d'intersection du fuseau de cette technique et du fuseau de l'ouvrage est interdit lorsque l'opérateur, même accompagné d'un suiveur, n'a aucune visibilité sur l'outil d'excavation, de décapage, de sciage ou de forage en cours d'intervention.

En outre, la présence d'une personne exerçant une surveillance visuelle (suiveur) est obligatoire :

- en cas de nécessité d'employer une technique susceptible d'endommager un ouvrage (notamment en cas d'intervention dans une roche dure, dans du béton ou un revêtement de surface dur) dans la zone

- d'intersection du fuseau de cette technique et du fuseau de l'ouvrage,
- et si le conducteur de l'engin n'a pas, depuis son poste de conduite, une visibilité correcte de l'outil et de sa trajectoire dans la zone d'intervention.

DOCUMENTATION ET FICHES TECHNIQUES

Données techniques

Les opérations sont exécutées en conformité avec les règlements et les prescriptions techniques en vigueur à la date de remise des offres et, notamment :

- Le décret DT/DICT n°2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport et de distribution ;
- Et son arrêté d'application : L'arrêté du 15 février 2012 modifié pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Arrêté du 27 décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux, JORF n°0303 du 30 décembre 2016 ;
- Fascicules n° 1 & 2 & 3 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement

De plus, le titulaire du présent marché, doit respecter les textes réglementaires et normatifs suivants :

- Les différentes prestations du présent marché devront être conformes aux principaux articles du Code de l'Environnement suivants :
 - Articles L.554-1 à L.554-4
 - Articles R.554-1 à R.554-38
- Les différentes prestations du présent marché doivent être conformes aux normes sur les travaux à proximité de réseaux enterrés et aériens suivantes :
 - PR NF S070-003-1 : Prévention des dommages et de leurs conséquences.
 - PR NF S070-003-2 : Techniques de détection sans fouille.
 - PR NF S070-003-3 : Géo-référencements des ouvrages.

Echantillons

Dans les quinze jours suivant la notification de son marché l'entrepreneur soumettra à l'architecte les échantillons suivants :

- Un exemplaire de tous les éléments de quincaillerie
- Un échantillonnage des différents profils
- Un nuancier des teintes et finition ainsi que tous autres éléments qui pourraient être demandés par l'architecte.

Modèles à présenter

Pour tous les ouvrages dont le nombre d'éléments de même type supérieur à 5, le Maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'Entrepreneur la mise en place d'un ou de plusieurs éléments à titre de modèle.

La fabrication de la série ne devra en aucun cas démarrer avant approbation par le Maître d'œuvre de l'élément modèle correspondant. - fiche techniques des matériels utilisés

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Evacuation des terres et gravois

Les matériaux et débris sont enlevés hors du chantier au fur et à mesure de leur production et emmenés aux décharges publiques.

Les terres excédentaires aux remblais, les terres inaptes aux remblais sont évacuées aux décharges publiques.

Toutes les manutentions tant manuelles que mécaniques ainsi que les transports et droits sont dus.

Les voies publiques sont maintenues propres pendant la durée des travaux de terrassement et toute amende pour quelque cause que ce soit, est prise en charge par l'entrepreneur du présent lot.

Etudes Techniques

A partir des plans contractuels du marché, l'Entrepreneur est tenu de fournir, sous sa responsabilité, et à ses frais, toutes les études, notes de calcul et tous les plans nécessaires à l'exécution des travaux.

Ils devront être soumis à l'Architecte avant tout commencement d'exécution. Les sections, pentes ou épaisseurs indiquées éventuellement par l'Architecte à l'Entreprise, ne sont données qu'à titre indicatif.

L'Entrepreneur fait son affaire d'obtenir, en temps utile, toute approbation nécessaire de la part des services publics, organismes concessionnaires.

Conditions climatiques

En cas de réalisation par des conditions climatiques mauvaises (période hivernale, longue période pluvieuse) l'entreprise devra prendre toutes dispositions pour permettre une intervention convenable, telle que pose de géotextile recouvert de grave ou de sable fin.

Concessionnaires

L'entrepreneur devra prendre tous contacts nécessaires avec les concessionnaires avant exécution des travaux, et notamment avec EDF-GDF, PTT, service des eaux, service de voiries et de l'assainissement. Ces démarches se feront sous le contrôle du maître d'œuvre.

Autorisations administratives

L'entrepreneur fera son affaire des déclarations ou autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux, telles que DICT, etc...

Réception des travaux

L'entreprise devra procéder à ses frais à tous les essais COPREC demandés par l'architecte ou le bureau de contrôle.

L'entreprise devra procéder à ses frais à une inspection télévisée avec test d'étanchéité des réseaux d'assainissement.

2/ DESCRIPTION DES OUVRAGES

Base de l'étude

Les travaux concernent la rénovation de la salle du conseil de la CPAM de Paris situé 21 rue Georges Auric à PARIS (75019).

La salle du conseil est implantée au 6^{ème} étage d'un immeuble de bureaux existant.

Les travaux s'effectueront en une phase – locaux libres. Cependant l'immeuble reste en activité pendant les travaux.

L'établissement existant est classé en type W – 1ère catégorie.

Le règlement de sécurité contre les risques de l'incendie et de panique dans les établissements de cette catégorie et tous les textes le complétant parus à la date de remise des offres est applicable à l'ensemble du bâtiment.

L'entrepreneur ne pourra donc se prévaloir du manque de renseignements concernant ce règlement et ses annexes et devra l'appliquer dans tous ses travaux.

Il devra fournir expressément à chaque demande le procès-verbal de tenue au feu des matériaux utilisés.

01 – Installation de chantier

Installation de chantier, implantation et protection des ouvrages existants

02 – Dépose des dalles en béton

Dépose des dalles béton sur l'ensemble de la terrasse, conditionnement sur palette et grutage en pied de bâtiment, chargement évacuation.

03 – Jardinières en acier Corten

Fourniture et pose de jardinières en acier CORTEN composée de costières juxtaposées et liaisonnées entre elles en face arrière au moyen d'éclisse, y compris les pièces de renfort et les raidisseurs.

Approvisionnement en grutage.

Pour les jardinières de 60cm y compris les pièces d'angles.

Pour les jardinières de 90cm y compris les pièces d'angles.

04 - Banc bois intégré au jardinières sur mesure

Fourniture et mise en œuvre de bancs en lames de bois de frêne thermo-chauffé pré-assemblés sur cadre INOX 316.

05 - Drain, natte geo-espaceur et substrat de plantation

Fourniture et pose de drains à rétention d'eau de type DK20 avec filtre intégré

Fourniture et mise en œuvre d'une natte géoespaceur de type ANKADRAIN en remonté des parois de jardinières.

Fourniture et mise en œuvre d'un substrat allégé de chez Paysage Equipement

06 - Terrasse bois

Fourniture et mise en œuvre d'une terrasse en bois composite ou frêne thermo chauffé sur sur lambourrage et plots.

Approvisionnement à la grue.

07 – Plantations et paillage

Fourniture et plantation des essences suivantes :

- Prunus serrula en cépée 250/300
- Ligustrum japonicum C5
- Chèvre-feuille palissé - Hydrangea petiolaris C10 et leur palissage
- Dryopteris Filix Mas C5 (Fougère)
- Miscanthus sinensis gracilimus G9
- Liriope muscaris C1,5
- Sauge officinale C3
- Romarin C3
- Thym C3
- Géranium rozanne C3
- Plantation et garantie de reprise 1 an
- Mulch, 10cm - Approvisionnement à la grue en BB.

08 – Palissage sur treille de câbles INOX 316

Fourniture et mise en œuvre d'une treille à palisser en câbles INOX 316 ø 4, sertissage sur ridoires à chape dans nos ateliers, pose sur plots dans un calepinage losange.

09 - Eclairage

Fourniture et mise en œuvre de bornes d'éclairage sur plot béton, connexion étanche, éclairage, raccordement sur alimentation existante sur la terrasse, ensemble étanche IP65.

Modèle Baliza Bindella Anthracite hauteur 70cm

10 - Arrosage intégré

Fourniture et pose d'un système d'arrosage automatique comprenant les canalisations primaires, la fourniture et mise en œuvre d'un réseau secondaire en goutte à goutte, la fourniture et mise en œuvre des électrovannes, du programmateur le raccordement au réseau existant disponible sur la terrasse, les essais et réglage.

11 – Pergola structure métallique

Fourniture et pose d'une pergola ossature métallique en profilé tubulaire du commerce

12 - Mobilier

Fourniture, montage et pose de mobilier ligne Luxembourg type FERMOB ou similaire :

- 3 chaises,
- 2 guéridons,
- 1 table basse,
- 1 fauteuil double,

13 – Grutage

Mise en place d'une grue de type MK80 y compris les demandes d'autorisation voirie et préfecture.

Localisation ensemble des travaux du présent lot:

Niveau R+6 - Terrasse extérieure